

LA CHINE DANS TOUS SES ETATS

LE NATIONAL - COMMUNISME

C'est dans une fièvre bien compréhensible que la Chine a préparé les jeux olympiques de 2008. Chaque jour pendant plus de deux ans, Pékin s'est transformé et mué en capitale bétonnée, truffée de gratte-ciels. Naguère, pour se rendre à leur usine ou à leur entreprise, les travailleurs à vélo défilaient à l'aube devant l'effigie de Mao Dzedong, au pied du mur de la Cité Interdite. Ils sont désormais relégués sur les bas-côtés des avenues. Place à la folie automobile ! Les échoppes traditionnelles ont été sacrifiées à l'élargissement de voies autrefois piétonnes. Dans une civilisation du bois où les édifices sont renouvelés naturellement plusieurs fois par siècle, les Chinois bâtissent du neuf. Rien d'étonnant car ce style de modernisation à la chinoise ressemble à s'y méprendre à un modèle de croissance qui demeure notre référence. La Chine détient la majorité des gratte-ciels du monde dépassant les trois cents mètres ainsi que la majorité des dix gratte-ciels les plus hauts. Ces immeubles sont remarquables par leur hauteur mais aussi par leur audace architecturale comme celui destiné à abriter les services de la télévision nationale.

A Shanghai, dans la perspective de l'exposition universelle de 2010, on a construit dans le district de Pudong un complexe de gratte-ciels auprès duquel Manhattan fait figure de parent pauvre. Sur tout le territoire chinois, à l'est comme à l'ouest, les immeubles de bureaux poussent le plus haut possible. Des quartiers de luxueuses villas pour chinois riches se construisent dans toutes les villes, entourés de barbelés, surveillés jour et nuit par des milices privées. Enlevées à l'agriculture traditionnelle, des rizières sont remplacées par des parcours de golf. Pour se hisser au niveau de développement de grandes puissances comme l'Amérique, les

responsables locaux du Parti Communiste ont pensé qu'il fallait la prendre pour modèle. Ils tiennent dans leurs mains les mairies et les collectivités territoriales, la plupart du temps sans contre-pouvoirs.

La gouvernance communiste s'est toujours efforcée d'accréditer auprès des gouvernements des pays avancés, une réputation de sérieux et d'honorabilité. En fait, jamais elle n'a suscité beaucoup de réprobation de la part de ces gouvernements. Pris pour cible, surtout depuis la répression de Tien Anmen en 1989, l'Etat chinois s'était vu reprocher son ignorance des droits les plus fondamentaux de l'individu ainsi qu'une conception de gouvernance autoritaire et autocratique. Dans son effort de modernisation, confronté à toutes sortes d'organismes de la société civile et d'un patchwork politico associatif protestataire, le gouvernement chinois a choisi l'option de durcir sa ligne politique.

Au fur et à mesure que la date fatidique des Jeux Olympiques de Pékin approchait, la Chine se trouvait emprisonnée dans ses fractures politiques, économiques, sociales, accablée par des révoltes populaires de plus en plus fréquentes bien que localisées. Dans ces conditions, soucieux de préserver ses chances de devenir une super puissance, le Parti Communiste Chinois a choisi d'abandonner le marxisme-léninisme traditionnel et de créer un modèle original de société. Quel sera le temps nécessaire à la société chinoise pour s'adapter à sa nouvelle identité, abandonner ses pratiques mandarinales et se hisser au même niveau de modernisation que l'Amérique ou l'Europe ?

La modification en profondeur de la capitale et des villes chinoises concerne non seulement leur aspect physique mais également la mentalité de millions de citoyens désormais plongés dans un anonymat urbain, coupés de l'atmosphère familiale de nombreux districts qui furent autant de petits villages dans la ville où ils avaient vécu jusqu'ici. En vue des JO, le gouvernement communiste avait consenti des efforts démesurés pour construire les installations sportives les plus futuristes au prix de dizaines

de millions de dollars d'investissements. Il fallait rendre présentable et acceptable une société essentiellement rurale et peu éduquée, du moins selon les critères occidentaux. Depuis les années 80, plus de quatre cent millions de Chinois sont passés d'un état d'absolue pauvreté à une vie matérielle plus aisée. Le Parti communiste avait organisé pour « les masses » de nombreuses campagnes destinées à apprendre au citoyen lambda à ne pas cracher en public ou être courtois à l'égard des hôtes étrangers. Cela ne signifiait pas que tous les Chinois aient gagné au change. La furieuse compétition économique a créé ses laissés pour compte, notamment ceux qui ont été chassés de leurs terres pratiquement sans compensation ou encore les victimes de la pollution engendrée par des activités industrielles mal maîtrisées. Chassés de leurs terres et de leurs maisons avec des indemnités dérisoires, un nouveau prolétariat s'est entassé à la périphérie des villes, tandis que des terres cultivables cédaient la place à des aménagements touristiques sources d'extra revenus pour des autorités locales au détriment des populations les plus démunies.

Mao Dzedong avait coutume de dire qu'en Chine, le voisin est plus important que la plupart de la parenté. Or, la convivialité des vieilles rues de Pékin avait vécu. Rasés les quartiers de vieilles maisons aux tuiles rouge foncé, aux génoises çà et là ornées d'animaux mythiques ; bureaux d'affaires ou permanences du Parti communiste avaient repoussé les nœuds d'une société de rues du petit peuple dans des quartiers périphériques où personne ne connaissait plus personne. Il fallait à tout prix faire moderne; l'Etat a dépensé sans compter pour donner à la Chine une étonnante façade de prospérité économique et d'efficacité d'une politique différente de celle de l'occident. La vitrine des jeux avait pour objectif de montrer l'excellence d'une gestion communiste dans laquelle les intérêts de la collectivité coïncideraient avec ceux des individus. Il fallait aussi démontrer l'aptitude d'une gouvernance communiste à la chinoise à mieux réussir que les démocraties occidentales dans la construction d'une nouvelle société.

En dix ans, le revenu moyen de cinquante pour cent des chinois avait été multiplié par vingt mais dans le même temps, l'administration chinoise avait procuré des rentes à vie à une pléthore de fonctionnaires : au cours des dix dernières années leur chiffre est passé de un apparatchik pour cinquante habitants à un pour vingt cinq en 2006. Dans des provinces reculées de l'ouest ou d'ailleurs, le Parti a fait construire de véritables palais pour abriter ses activités. Un gaspillage éhonté s'est chiffré par milliards de yuans en repas, soirées, voitures de fonction dont le budget total représentait plus de cinq pour cent du budget de l'Etat ; encore ne fallait-il pas compter l'argent de la corruption qui gangrenait le Parti à tous les échelons.

Le Président Hu Jintao et les plus hautes autorités du Parti connaissent ces dérives. S'ils n'arrivent pas à les maîtriser, c'est par la difficulté voire l'impossibilité d'assurer un contrôle efficace à tous les échelons dans un pays qui représente plus de vingt fois la France en terme de population. De plus, un développement économique équilibré ne fait pas bon ménage avec la rigidité politique d'un Etat communiste. Tout autre pays aurait déjà sombré dans le chaos, mais voilà, la Chine a une histoire prestigieuse : au cours des siècles, elle a été amenée à surmonter des périls aussi graves que ceux qui la menacent aujourd'hui. Dans toutes les crises, y compris depuis la prise de pouvoir communiste, le peuple s'est constamment agrippé à un nationalisme unitaire encouragé par le Parti, que l'on peut définir comme le National - communisme chinois.

Bien que gouvernés par le Parti Communiste, tous les Chinois ne sont pas des adeptes de Marx. Dans une des nations les plus anciennes de la terre, un homme à la tête d'une révolution marxiste a réussi à sortir vainqueur de la lutte pour le pouvoir bien que la Chine fût sans aucun doute un des pays les moins aptes à adopter un système de gouvernance centralisé à outrance. Il se peut que dans une prémonition inspirée du Yi King, l'un des cinq livres sacrés du Tao, Mao Dzedong ait compris avant tout le monde que, dans sa vocation planétaire, la Chine était d'abord chinoise. Au-delà de leurs dissemblances ou de leurs désaccords, tous les Chinois sont conscients d'une appartenance en quelque sorte tribale qui les

transcende. Non seulement, ils sont l'incarnation de tout un courant philosophique qui, à partir de Lao-Zi et de Platon a fourni les points de repère d'un mouvement idéaliste universel, mais au zénith de la puissance européenne et au plus bas de sa décadence, la Chine, selon l'Académicien franco-chinois François Cheng, a réussi à préserver une unité de sensibilité. On en voit la manifestation, notamment pendant les fêtes de la Lune. « Pour la sensibilité chinoise, écrit Cheng, l'heure la plus haute, c'est la pleine lune à minuit. La nuit seule est apte à créer l'état de réunion et de communion, un état que toute la Chine partage... »

Après ce qu'on a appelé le siècle de l'humiliation, Mao Dzedong a contribué à faire renaître ce mythe. Sa résonance a dépassé les frontières de l'Empire du Milieu car il ne s'est pas rabattu sur les terres du loess comme un vent violent. Doté d'un écho planétaire, il était supposé atteindre les plus hauts sommets de l'histoire de l'humanité.

...Montagnes, je fouette mon cheval au galop

Je lève la tête, surprise !

Le ciel est là

A trois pieds au dessus de moi...

Ce poème de Mao date de La longue Marche, 1934-35. Dix ans auparavant, Mao écrivait à Changsha, capitale de sa province natale :

Saisi d'étonnement devant

Ces espaces infinis

Je demande à cette vaste terre luxuriante

Qui préside à l'ascension et à la chute ?

C'est donc un mythe que Mao Dzedong a perpétué à travers un lieu, un espace, une histoire. Les apports de la civilisation chinoise ne se limitent pas au franchissement des déserts par les caravanes. Ces lieux, ces espaces, cette histoire, ont suffi à rendre possible la symbiose entre une nation plusieurs fois millénaire et la vision d'une nouvelle société communiste à prétention universelle. La contradiction entre les dogmes

d'un marxisme pur et dur et les croyances ancestrales importait peu. La nouvelle République populaire née en 1949 tenait à se placer dans une continuité historique et politique qui lui apparaissait comme une garantie de survie. Elle a toujours voulu s'inscrire dans la lignée d'un éternel empire dont la chronique s'écrivait bien avant que le concept même d'Occident existât.

Le rapport au temps et à l'espace d'un Chinois, n'a rien de commun avec celui d'un Américain, d'un Français, d'un Allemand ou d'un Italien. Alors qu'il était étudiant à l'Université des Langues étrangères de Shanghai, le professeur Ho exprimait son admiration pour la précision avec laquelle nous arrivions à planifier nos tâches dans un temps donné et de nous y tenir. Il est vrai que jusqu'à leur conversion au capitalisme, les Chinois travaillaient à un siècle. Aujourd'hui, ils travaillent au jour le jour, voire à une heure. Leur inclusion récente dans des organismes internationaux comme l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), les a contraints à se rapprocher de nos modes de pensée, rapprochement dans lequel le marxisme-léninisme a joué un rôle d'accélération.

Au début du 21^{ème} siècle, les éléments les plus extrémistes clamaient haut et fort que la montée en puissance de la Chine ne serait en fin de compte qu'une revanche sur les années d'humiliation imposées par les politiques coloniales de l'occident. Avec un sentiment de supériorité inséparable des dynasties impériales depuis leur apparition près de 2000 ans avant J.C. (dynastie des Shang Yin, 1765 à 1120 avant J.C.), le communisme chinois a retrouvé la voie mandarinale.

Contrairement au Japon qui tout au long de son histoire, a cultivé sa position périphérique, la Chine s'est toujours considérée comme le centre du monde. Or, à la fin du dix neuvième siècle et au vingtième, l'Empire du Milieu avait perdu cette « centralité » qu'il revendiquait. De tous temps, dans une ignorance réciproque, un ethnocentrisme européen puis européen – américain avait concurrencé celui de la Chine. Lorsqu'elle devint l'enjeu des empires européens puis de l'Amérique, il entra dans l'ordre des choses que les deux « centralités » finissent par s'affronter. A partir de l'arrivée au pouvoir de Mao, la construction de la

cité socialiste cachait le désir de reconquête de cette « centralité » perdue. Les dirigeants chinois d'aujourd'hui voient dans la continuité historique et politique une garantie de survie. Afin de ne pas y perdre leur âme, ils ont inventé une série de compromis, pour ne pas dire de compromissions. Alpha et oméga du pouvoir, le Parti communiste a laissé se créer des distorsions considérables entre la théorie et la pratique. De la théorie de Mao Dzedong à celle de Deng Xiaoping relue à la lumière de la pratique d'Hu Jintao, en trente ans, un fossé incommensurable a favorisé une métamorphose du communisme. La notion d'internationalisme prolétarien de la période du Komintern de la Troisième internationale, puis du Kominform dissous en 1956, a fait place à l'acceptation de coopérer avec un internationalisme d'inspiration capitaliste comme celui de l'Organisation Mondiale du Commerce, (en anglais WTO, World Trade Organization). Les maîtres de la Chine ont en effet donné le feu vert à cette mutation : « go », l'Empire du Milieu a passé la porte comme le parachutiste s'élance dans le vide. Pour atterrir où ? Là résidait l'incertitude mais qu'importait ! Le vol en chute libre télécommandé par le Parti communiste s'était plutôt bien passé.

Depuis la crise asiatique de 1997, bien que le développement économique n'ait pas été suivi des réformes démocratiques espérées par l'Occident, les observateurs avaient constaté la maturité politique qui présidait à une lente introduction du pays le plus peuplé de la planète dans le cercle fermé des grandes puissances. Après les étapes à marche forcée vers un socialisme mis à mal par les privatisations, un nouvel équilibre social tentait de s'instaurer. Plus inégalitaire que la précédente, la nouvelle société n'avait pas provoqué de rejet massif dans la période préolympique; elle avait effacé peu à peu le souvenir d'une période révolue tout en maintenant ses sujets dans le cadre autoritaire d'une tutelle collective familière à tous les citoyens. Certes, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Chine, des assouplissements avaient été consentis quant à la mobilité des populations. Plusieurs provinces avaient aménagé l'obligation de résidence. Un statut de résident urbain plus avantageux avait ainsi été attribué à de nombreux

ruraux. Le nombre d'étudiants chinois en formation à l'étranger avait été multiplié par cent en quelques années ; à Paris, le touriste chinois n'était plus une rareté. En sens inverse, jamais la diaspora chinoise ne s'était autant déplacée dans son pays d'origine.

La route ascensionnelle de la Chine vers un nouveau statut, était perçue comme une marche régulière et assurée, à ceci près qu'elle s'appuyait sur un enthymème de contradictions étonnantes à bien des égards : système politique centralisé à outrance dont le contrôle effectif s'amenuisait au fur et à mesure qu'on s'éloignait des grands centres urbains ; structure économique génératrice d'une société à deux vitesses ; corps social en plein délitement. On avait observé que les décisions du Parti Communiste Chinois y compris celles du plenum de septembre 2004, ou celles du 17ème congrès en octobre 2007, avaient débouché sur des conséquences parfaitement prévisibles : le positionnement de la Chine sur les rails d'une ouverture et d'une économie de marché. Une dichotomie érigée au rang d'institution avait favorisé des contradictions fondamentales entre centralisation politique et décentralisation économique, entre garantie de l'emploi à vie et obligation de profit faite aux entreprises, entre pouvoir monopolisé par le Parti et aspirations légitimes à plus de démocratie.

C'était paradoxalement à une forme de double langage que la Chine devait sa position de candidate au statut de superpuissance. Le communisme chinois nous avait habitué à la langue de bois. Depuis Deng Xiaoping, il y ajoutait une traduction politique divergente de son interprétation économique. Les deux finissaient par se rejoindre car dans les deux cas, la décision appartenait aux mêmes parties prenantes. La confusion du Parti avec l'Etat a donné à la gouvernance chinoise un anonymat tout puissant, actionnaire des principales entreprises et monopolisateur du « nerf de la guerre », c'est-à-dire du contrôle du crédit bancaire.

Aujourd'hui, il existe en Chine des milliardaires privés, mais ils alimentent les caisses du Parti et lui sont subordonnés. Contrairement à leurs homologues russes, ils font en général profil bas tout en sachant

que leur position dépend étroitement des décisions du bureau politique. Vis-à-vis de l'étranger ce capitalisme ou ce socialisme hybride présente un handicap sérieux: son manque de transparence, son ambiguïté aussi comme en témoigne celui que l'on appelle « le capitaliste rouge », Fu Chengyu, un fils de la révolution culturelle, membre du Parti communiste. Sans le veto personnel du Président Bush, il aurait racheté Unocal, un des fleurons de l'industrie pétrolière américaine. La puissance Chinoise se montre à travers lui sous son double aspect, à la fois communiste et capitaliste.

En tant que puissance, la Chine ne se manifeste pas seulement dans le domaine économique ; son avance dans les secteurs militaire et stratégique accroît le rôle qu'elle joue désormais dans le cadre des relations internationales tant multilatérales que bilatérales.

Son irruption dans le concert des grands avait modifié les données géopolitiques qui avaient prévalu jusqu'au 11 septembre 2001. Les Etats-Unis, l'Europe, la Russie, le Japon avaient compris qu'il leur fallait ajuster en conséquence leurs politiques respectives, à la fois dans leur région d'influence et par rapport à leurs partenaires des différents cénacles fermés à la majorité des nations : Conseil de sécurité, G 7/ G 8 et autres. Une telle réévaluation s'était imposée d'autant plus qu'après avoir conquis la présidence du G20, le bruit s'était répandu dans les chancelleries que la puissance économique chinoise avait été largement sous estimée. Au début du vingt et unième siècle, l'hebdomadaire britannique « The Economist » attribuait à la Chine 13 % de la production mondiale, ce qui la situait au deuxième rang, derrière les Etats-Unis et devant le Japon. A elle seule, elle aurait assuré le tiers de la croissance mondiale. Ces statistiques avaient impressionné à tel point les responsables politiques de la planète que des réactions défensives avaient été enregistrées un peu partout dans le monde mais principalement aux Etats-Unis et en Europe. L'invasion du « made in China » avait déclenché des menaces de protectionnisme économique mais aussi une offensive politico stratégique d'endiguement (« containment »), qui n'était pas sans rappeler la doctrine Foster Dulles

des années 50. C'est ainsi que les Etats-Unis avaient sommé l'Europe de ne pas lever l'embargo sur les ventes d'armes à Pékin, décidé au lendemain de la répression de Tien Anmen en 1989 et de leur côté, avaient pris l'initiative de rétablir des quotas sur certains produits sensibles comme les textiles.

Quelles que soient les décisions du pouvoir et leurs retombées cycliques au gré des tourbillons de la politique internationale, la République Populaire de Chine est confrontée à des situations endémiques. La prise de conscience par Pékin de cet état de fait avait conduit Zhongnanhai (siège à Pékin du gouvernement Chinois) à estimer, par exemple, que la menace islamiste issue de la radicalisation du Wahhabisme saoudien, ne concernait pas seulement l'Amérique, le monde occidental ou la Russie mais que le danger était à sa porte ; d'où une attention particulière aux marches ouest de l'Empire c'est-à-dire à la région du Xinjiang dont la majorité, formée par les Ouighours musulmans, est considérée comme un foyer séparatiste impossible à assimiler à l'ethnie majoritaire des Han non musulmans.

En tant que puissance économique régionale la plus importante après le Japon, la Chine, premier fournisseur d'aide économique et militaire à la Birmanie, au Laos et au Cambodge, possède des capacités de pression politique considérables dont elle use et parfois abuse, non sans une certaine arrogance: L'ambassadeur de Chine à Singapour n'hésitait pas, par exemple, à déplorer publiquement la visite du Premier Ministre singapourien à Taiwan.

Ces facteurs génèrent une situation géopolitique fluctuante que la Chine est contrainte de prendre en compte.

Pour parvenir à ses fins, le gouvernement communiste chinois concentre dans ses mains un maximum d'atouts maîtres. La conciliation réussie entre son héritage millénaire et la gouvernance communiste ainsi que la volonté de Pékin de jouer un rôle prépondérant dans tous les organismes internationaux, placent la République Populaire sur une orbite ascensionnelle. Mais, ces mêmes cartes maîtresses qui paraissaient les garantes de son succès pourraient à

terme s'avérer comme le talon d'Achille d'une construction patiemment élaborée. Le grand écart pratiqué par la Chine entre ses orientations économiques et ses choix politiques demeure limité dans le temps. Le parti pris chinois de solidarité avec les nations les plus riches en vue de parvenir à un statut de puissance reconnue ne s'avère pas suffisant pour garantir la survie du régime. Jagdish Bhagwati professeur de Droit et de science économique à l'Université de Columbia à New York a raison d'écrire que « le principal problème de la Chine n'est pas l'inadaptation de son économie capitaliste mais les limitations imposées par sa politique communiste. »

Le National Communisme chinois vit un défi interne incontournable : celui de la Démocratie. En 2007, ce terme jusque là suspect et banni de tous les débats était devenu un enjeu manifeste au 17^{ème} Congrès du Parti. Au cours de sa visite au Japon en mars 2007, dans une conférence de presse retransmise par la télévision, le Premier Ministre Chinois, Wen Jiabao, n'avait pas hésité à parler de la valeur de la Démocratie et avait assuré ses interlocuteurs que le gouvernement chinois mettrait en œuvre un processus d'ouverture politique. En avril, le Comité Central avait autorisé la publication des réflexions de Lu Dingyi sur la démocratie et la liberté enregistrées avant sa mort, par son fils, en 1996. Ce vétéran de la Longue Marche, ancien vice-Premier Ministre à l'époque de Mao, s'était fait l'avocat d'un changement politique.

Lorsque les dirigeants chinois parlent de démocratie, il ne s'agit pas d'une gouvernance à l'occidentale ni surtout de l'instauration d'un multipartisme. Tout au plus peut-on penser qu'une réforme politique est en préparation. Les articles ou déclarations en faveur de cette réforme, publiés avec l'autorisation du Parti, n'ont rien de commun avec la fameuse période des « cent fleurs » de 1956, ni avec la répression qui a suivi en 1957. Aucun écrit, aucun discours n'a proposé par exemple une solution d'autonomie pour les minorités nationales comme les Ouighours ou les Tibétains, même après la révolte des moines tibétains en mars 2008.

Tous ceux qui en Chine détiennent une audience ou une responsabilité préfèrent demeurer prudents et ne pas risquer un revirement qui les amènerait au mieux à passer quelques années dans un camp de rééducation.

Au gré des puissances occidentales qui ne savent pas donner du temps au temps, la Chine évoluerait trop lentement. Atteint par un phénomène de sinisation à outrance, le communisme chinois donne au pays une nouvelle identité qui lui est propre, renouvelée dans la continuité. Cette gouvernance national communiste est-elle capable de se donner les moyens d'anticiper ses propres secousses internes ainsi que les nouvelles tensions qui peuvent se manifester au niveau planétaire ?